

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.

3 RUE Paul Langevin
ENORAPARK – Bâtiment C – Étage 1
33 600 Pessac

Références : DREAL/UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005201605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. implanté Les Glés Neufs 40300 Labatut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.
- Les Glés Neufs 40300 Labatut
- Code AIOT : 0005201605
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX exploite, sur le territoire de la commune de Labatut (40230) implanté « Les Glés Neufs », des installations de traitement, des graves alluvionnaires extraites sur les communes limitrophes. Elle valorise, par campagne, des retours de béton des centrales du groupe CEMEX.

Ces installations étaient précédemment exploitées par la société BAUTIAA, autorisé par arrêté préfectoral n°518 du 3 août 1977.

Par arrêté préfectoral n° 652 du 26 novembre 1991, la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL a été autorisée à exploiter les installations de la société BAUTIAA sises à LABATUT au lieu-dit « Les Glés Neufs ».

Par récépissé de déclaration du 10 mai 1999, la Société MORILLON CORVOL a été autorisée à exploiter l'installation de concassage-criblage de sable et graviers sur la commune de LABATUT au lieu dit « Les Glés Neufs ».

Par récépissé de déclaration du 11 juillet 2007, la société CEMEX Granulats Sud-Ouest a été autorisée à reprendre l'activité de la société MORILLON CORVOL sur le site de LABATUT au lieu dit « Les Glés neufs ».

Les conditions d'exploitation ont été modifiées par arrêté complémentaire inter préfectoral DCPAT-BDLIT n°2022-183 du 4 juillet 2022, notamment pour ce qui concerne l'accueil des déchets inertes extérieurs, le prélèvement d'eau dans le milieu naturel et la surveillance des retombées de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 5	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 6	Sans objet
4	Aire de dépotage	Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité dans son ensemble. Toutefois, l'inspection a mis en évidence une non-conformité nécessitant la réalisation de l'action corrective suivante :

- l'exploitant doit transmettre sous 3 mois les bilans commentés 2024 et 2025 des résultats de mesures de retombées de poussières.

Les autres points de contrôle n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <p>L'apport de matériaux extérieurs (retours des excédents de bétons, déblais de terrassements, matériaux de démolition...) doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les déchets ne peuvent pas provenir de sites contaminés, sans remplir l'ensemble des conditions de la procédure d'acceptation préalable prévue audit arrêté.• Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.• Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.• L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. <p>Les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments (y compris les personnes les valorisant) et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments communiquent les données devant être transmises au registre national des terres excavées et sédiments (https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr), en application de l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
Constats : <p>L'établissement dispose d'une procédure nationale d'acceptation des déchets inertes appliquée sur le site et qui a été transmise à l'occasion du dépôt en 2022 du porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation des installations.</p> <p>L'exploitant trace l'accueil de matériaux inertes extérieurs dans le RNDTS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments) et depuis le mois de mai 2025 dans l'application Trackdéchets.</p> <p>Une extraction de ce registre a été transmise à l'inspection des installations classées. L'exploitant déclare que 8 002 tonnes de matériaux inertes extérieurs ont été accueillies sur les installations de Labatut en 2024 à des fins de recyclage ou de valorisation dans le cadre de la remise en état de la carrière de Saint-Cricq-du-Gave.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : <p>Les installations de traitement des graves alluvionnaires sont alimentées à partir du bassin d'eau claire associé au clarificateur servant au traitement des effluents issues du lavage des matériaux. Le prélèvement d'eau dans le plan d'eau (situé en rive gauche du Gave de Pau et correspondant à la parcelle n° 377 – section A du plan cadastral de la commune de Lahontan) est autorisé dans la limite des besoins nécessaires à l'appoint de la réserve d'eau claire. Le débit total de pompage ne doit pas excéder 600 m³/jour et 155 000 m³/an.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Chaque dispositif est relevé hebdomadairement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Les justificatifs liés au taux de recyclage des eaux utilisées pour le lavage des graves alluvionnaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La préfète pourra limiter les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse ou aux risques de pénurie, sans que cette limitation fasse l'objet d'une compensation de quelque nature que ce soit.</p>
Constats : <p>Le suivi du prélèvement d'eau a été transmis à l'inspection des installations classées. Il permet de constater que 104 932 m³ d'eau ont été prélevées dans le milieu naturel en 2024 avec un débit de pompage de 400 m³/h et un taux de recyclage des eaux calculé à 70,72 %.</p> <p>Afin de réduire le volume d'eau prélevé chaque année dans le milieu naturel, un projet conjoint porté par les sociétés CEMEX et SERETRAM de réutilisation des eaux industrielles de la société SERETRAM est en cours de finalisation : un porter à connaissance devrait être déposé au cours du premier trimestre 2026. Ce projet pourrait permettre une réduction du volume d'eau prélevé de l'ordre de 30 %.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce suivi peut être réalisé par la méthode des jauges de retombées ou par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, non impacté par le fonctionnement des installations de traitement de matériaux, permet de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant.</p> <p>Hormis pour l'échantillonneur témoin permettant de déterminer les retombées atmosphériques liées à l'empoussièrement ambiant, l'objectif à atteindre est de rester inférieur ou égal à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des autres stations de mesure.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les moyennes annuelles glissantes sont inférieures à l'objectif de 500 mg/m²/jour fixé ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si cet objectif de 500 mg/m²/jour n'est pas respecté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel destiné à l'inspection, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
Constats : <p>Les rapports d'analyse des prélèvements effectués le 28/05/2025, 26/06/2025 et le 05/09/2025 ont été transmis à l'inspection des installations classées et permettent de constater que l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Néanmoins, le bilan annuel des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, n'a pas été transmis.</p> <p>Le respect de la prescription contrôlée (localisation des points de prélèvement, conditions météorologiques lors des campagnes de prélèvement et durée des campagnes, objectif à atteindre fixé à 500 mg/m²/jour...) ne peut être constaté par l'inspection des installations classées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission des bilans commentés 2024 et 2025 des résultats de mesures de retombées de poussières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.</p> <p>Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est suffisamment dimensionné.</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Les installations de distribution de liquides inflammables sont équipées en produits absorbants.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets datés de 2025 attestant de l'entretien des deux séparateurs des hydrocarbures qui équipent le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite